

Sujet : [INTERNET] Dossier Warembourg à Steenwerck

De : Carine LAURENT <carineclio@yahoo.fr>

Date : 30/09/2020 17:13

Pour : "pref-installations-classees@nord.gouv.fr" <pref-installations-classees@nord.gouv.fr>

Bonjour,

Voici en pièce jointe mon courrier, défavorable au projet Warembourg, et à destination de la commissaire enquêtrice madame Pierrette Maillard.

Cordialement,

Carine LAURENT, Croix du Bac.

— Pièces jointes : —

Carine Laurent pour commissaire.pdf

100 Ko

Bonjour madame la commissaire enquêtrice.

Je vous écris en tant qu'habitante de Croix du Bac. J'ai consulté le dossier et ce projet m'inquiète et m'interroge.

D'abord je m'inquiète de l'ampleur des nuisances dans notre vie quotidienne : les mauvaises odeurs, surtout l'été par temps chaud, les mouches, le bruit et la circulation, y compris la nuit.

Mais je m'inquiète surtout des conséquences que cette augmentation considérable de la pollution aura sur notre santé et notre environnement. Récemment j'ai lu « *Les scientifiques n'ont jamais été aussi inquiets de l'état de la planète en général, et de la crise climatique en particulier. Dans un vaste appel publié le 5 novembre dans la revue Bioscience, plus de 11 000 climatologues mais aussi biologistes, physiciens, chimistes ou agronomes, issus de 153 pays (dont 1 500 Français), préviennent que les humains risquent des « souffrances indescriptibles » liées à l'urgence climatique. Ils appellent à des transformations mondiales de nos modes de vie afin de préserver la vie sur Terre, « notre unique maison ».*

J'entends et lis ceux qui soutiennent ce projet, mais comment peut-on croire (page 29) que « l'exploitant souhaite développer son activité dans le respect de l'environnement » quand, dans le même dossier, on lit les augmentations annuelles de plus 373,8 tonnes de CO2, plus 10 tonnes d'ammoniaque, plus 1804 kg de particules fines !

Sur le site de l'Agence de la Transition Ecologique, je lis : « Les particules fines pénètrent en profondeur dans les poumons. Elles peuvent être à l'origine d'inflammations, et de l'aggravation de l'état de santé des personnes atteintes de maladies cardiaques et pulmonaires. De plus, elles peuvent transporter des composés cancérigènes absorbés sur leur surface jusque dans les poumons.

L'ammoniac (NH3) est un composé chimique émis par les déjections des animaux et les engrais azotés utilisés pour la fertilisation des cultures. Son **dépôt excessif en milieu naturel** peut conduire à l'acidification et à l'eutrophisation des milieux. De plus, il peut se recombinaison dans l'atmosphère avec des oxydes d'azote et de soufre pour former des particules fines (PM2,5). On observe ainsi une contribution importante de l'ammoniac aux pics de particules fines au début du printemps, période d'épandage de fertilisants et d'effluents d'élevage. (...) . Les émissions d'ammoniac, qui contribuent à la formation de particules fines et à l'eutrophisation des milieux, sont à 94 % dues à l'agriculture (CITEPA, Rapport SECTEN 2018), faisant de ce secteur le levier principal pour la réduction des émissions de NH3 en France. La réduction des émissions de NH3 passe principalement par une meilleure gestion et valorisation de l'azote contenu dans les effluents d'élevage, les fertilisants et l'alimentation animale.

Comment un élevage industriel de cette ampleur, avec plus de 800 000 poulets par an essentiellement nourris à base de soja (participant, soit dit en passant, à la déforestation de la forêt amazonienne), peut-il être compatible avec les objectifs nationaux et internationaux de transition écologique ?

J'entends des arguments économiques comme la création d'emplois, la France qui importe 40 % du poulet consommé. Mais les poulets produits ici ne sont-ils pas destinés à la consommation en Belgique ? Est-ce que la création d'un seul emploi, en l'occurrence pour la femme de l'agriculteur, vaut davantage que la santé de centaines d'habitants ? Est-ce que l'ambition de réaliser un tel élevage justifie que nos maisons perdent 25 ou

30% de leur valeur ? Est-ce judicieux d'investir dans un tel projet alors que ce genre de structure tend à être interdit d'ici trois ou quatre ans ?

J'entends aussi que de toute façon, c'est légal. Après quelques recherches sur Internet, je trouve qu'en 2008, l'Assemblée Nationale adopte la loi sur la responsabilité

environnementale : Désormais, certains exploitants dont l'activité est listée dans l'annexe III de la directive et qui présente un danger pour la santé humaine ou l'environnement devront prévenir et réparer tous dommages causés même s'ils n'ont commis aucune faute au regard de la législation environnementale. Ce texte ne concerne que les détériorations qui présentent un réel caractère de gravité dans trois domaines : pour la santé humaine du fait de la contamination des sols, pour l'état écologique de l'eau et pour l'atteinte aux espèces et aux sites protégés en application de la directive Natura 2000.

Comment est-ce compatible avec des lots d'épandage inclus dans des ZNIEFF (p. 11) ?

Avec une augmentation des nitrates alors que les bâtiments sont situés en zone vulnérable (page 12) ? Comment accepter une pollution supplémentaire des eaux et nappes souterraines (page 15) ? Il est noté page 39 que la couche d'argile dans le sous-sol limitera, et non empêchera, la pollution de la nappe. L'air et l'eau ne sont-ils pas des biens communs ? Est-ce que nous ne payons pas l'eau que nous consommons plutôt que de la puiser en masse dans la nappe phréatique au risque de la polluer et d'accentuer les épisodes de sécheresse ? Stabiliser les voies de circulation destinées aux livraisons, est-ce que ça signifie renforcer l'accotement des routes ? Et dans ce cas qui paie ?

Le risque incendie est-il acceptable dans une telle proportion ?

Nous vivons dans un État de droit régi par des lois et c'est tant mieux ! Pourtant les lois changent, parfois tardivement au regard de l'évolution de la société ou de l'urgence climatique. Aujourd'hui, en ville, la loi exige une distance de 200 mètres entre un bar et une école. 200 mètres, c'est en gros la distance qui séparerait la soixantaine d'enfants de l'école de Croix du Bac de la source d'émission de CO₂, ammoniac et particules fines. Compte tenu des risques sanitaires cités plus haut, comment continuer à emmener mes filles à l'école sans m'inquiéter ? Combien de parents préféreront que leurs enfants fréquentent une autre école ? Et peut-on mesurer ce que perd un village quand il perd son école ?

Cette année 2020, le Conseil constitutionnel affirme pour la première fois « qu'il appartient au législateur d'assurer la conciliation des objectifs de valeur constitutionnelle de protection de l'environnement et de protection de la santé avec l'exercice de la liberté d'entreprendre ». Et dans une tribune datant de juillet, le 1^{er} ministre Jean Castex affirme que l'écologie est une priorité et que l'accélération de la transition écologique ne sera pas atteinte « sans la politique, sans les politiques. Pas ceux qui sont dans l'incantation mais ceux qui sont au contact du terrain. »

N'est-il pas venu le moment de prendre nos responsabilités ? Aux citoyens de s'informer, de réagir, de changer les modes de consommation : de plus en plus de personnes s'évertuent à le faire. Maintenant c'est aux responsables politiques de ne plus autoriser la multiplication de ce genre d'élevage intensif, mais au contraire d'encourager une production agricole plus respectueuse de l'environnement, des humains et des animaux. Pour que le développement durable ne soit plus seulement qu'une incantation véhiculée par les politiques et les médias, mais devienne une réalité.

Pour que nos enfants, et les leurs après, aient aussi droit à un avenir.